

Un salarié dont le poste est supprimé suite à l'automatisation bénéficie-t-il de protections spécifiques ?

Réponse courte

La CCT Banques 2024-2026 prévoit un budget d'**outplacement** de **5 000 à 8 000 EUR** en cas de licenciement économique, ce qui couvre les situations de suppression de poste liée à l'automatisation. Le salarié bénéficie en outre des protections légales du Code du travail en matière de **licenciement**, notamment le respect du préavis, l'indemnité de départ et les procédures de reclassement. La **formation professionnelle** renforcée (16h/an, budget augmenté de 10%) vise précisément à anticiper ces situations en permettant aux salariés de se reconvertir en amont.

Définition

La **suppression de poste liée à l'automatisation** constitue un motif économique de licenciement lorsqu'elle résulte d'une réorganisation de l'entreprise dictée par des impératifs technologiques. Le **licenciement économique** obéit aux règles du Code du travail luxembourgeois et aux garanties complémentaires de la CCT Banques. L'**outplacement** est un dispositif d'accompagnement du salarié licencié dans sa recherche d'emploi, financé par l'employeur dans les limites conventionnelles.

Conditions d'exercice

Les protections applicables en cas de suppression de poste sont les suivantes.

Protection	Détail
Préavis	Selon l'ancienneté (2 à 6 mois selon le Code du travail)
Indemnité de départ	Selon l'ancienneté (à partir de 5 ans de service)
Outplacement CCT	5 000 à 8 000 EUR financés par l'employeur
Reclassement	Obligation de rechercher un reclassement interne avant le licenciement
Information-consultation	Consultation de la délégation du personnel (art. L.414-1)

Modalités pratiques

L'accompagnement du salarié dont le poste est supprimé s'organise comme suit.

Étape	Détail
Information	L'employeur informe le salarié et la délégation du personnel
Reclassement	Recherche de poste alternatif au sein de l'établissement
Formation	Mobilisation de l'allocation de formation pour la reconversion
Outplacement	Mise en place d'un accompagnement externe (5 000-8 000 EUR)
Licenciement	Notification dans les formes légales avec respect du préavis
ADEM	Inscription auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi

Pratiques et recommandations

Anticiper les impacts de l'automatisation en identifiant les postes à risque et en proposant des parcours de reconversion avant que la suppression ne soit inévitable. La co-responsabilité employeur/salarié en matière de formation prend tout son sens dans ce contexte.

Exploiter pleinement le budget d'outplacement conventionnel, y compris les dispositifs de réorientation, en sélectionnant un prestataire spécialisé dans le secteur financier. L'accompagnement doit inclure un bilan de compétences, une aide à la recherche d'emploi et un soutien à la reconversion.

Documenter la démarche de reclassement pour démontrer que l'employeur a rempli ses obligations avant de procéder au licenciement. Cette documentation sera essentielle en cas de contestation devant le tribunal du travail.

Cadre juridique

Les textes suivants protègent le salarié en cas de suppression de poste.

Référence	Objet
CCT Banques 2024-2026	Budget outplacement et formation professionnelle
Art. <u>L.162-12</u>, par. 4 Code du travail	Organisation du temps de travail et formation
Art. <u>L.414-1</u> Code du travail	Information et consultation de la délégation du personnel
Art. <u>L.121-6</u> Code du travail	Protection en cas de maladie (le cas échéant)

La CCT Banques ne prévoit pas de **plan social** spécifique en cas de licenciements collectifs liés à l'automatisation. Les règles de droit commun relatives aux licenciements collectifs s'appliquent lorsque le seuil de salariés concernés est atteint. Le budget d'outplacement de 5 000 à 8 000 EUR constitue un avantage conventionnel significatif par rapport aux entreprises non couvertes par une CCT, mais

reste modeste au regard des coûts réels de reconversion dans le secteur financier.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.